

# Analyse ~~socio~~ - économique politique de la Tunisie.

La Tunisie est un pays de 5 millions d'hab. et de 164.000 km<sup>2</sup> de superficie; situé au Nord-Est du Maghreb - Afrique du Nord -, il est méditerranéen au Nord, à l'Est et au Centre et Saharien au Sud. La partie Sud est la plus pauvre et la moins peuplée. Le reste de la vie du pays se concentre au Nord et dans le Sahel principalement.

Avant de commencer l'analyse économique-politique, il est bon de connaître la structure sociale du pays.

a. Le monde urbain:  $\frac{1}{4}$  de la population tunisienne.

Héritage du colonialisme, la ville tunisienne est peu tournée vers la campagne. Il y a même un mépris profond à son égard. Avec "l'indépendance", cet état de fait s'il n'a pas augmenté est resté au moins tel qu'il était avant; à cause de la politique de l'État qui continue à faire des villes le siège de ses administrations; lesquelles servent avant tout les citadins, les campagnes venant après, et l'intermédiaire entre cette campagne et le monde extérieur, pour la commercialisation des produits - d'ailleurs pour qu'elles jouent très bien ce rôle, les villes importantes tunisiennes se trouvent toutes sur la côte, orientées vers la mer et l'extérieur - la population des villes est composée de fonctionnaires, d'officiers, d'employés de bureau, de commerçants et d'ouvriers non-agricoles. La structure est moderne, à l'image de l'ancienne métropole. Dans tout ce monde citadin, il faut souligner l'influence du colonialisme et les marques qu'il a laissées; influence entretenue par le gouvernement actuel qui ~~fait~~ explique le sous-développement du pays par notre retard sur l'Europe et exalte les progrès de l'Occident par tous ses moyens d'information et par l'enseignement; ce qui crée un complexe chez cette population de cols blancs vis-à-vis de cet Occident. La seule couche qui échappe à ces singularités est la classe ouvrière non-agricole qui prend de plus en plus conscience de sa force, mais faute d'organisation et d'encadrement elle se limite à des actions revendicatives <sup>très</sup> ~~très~~. Cette tendance à la réaction dans les villes qui, ne l'oublions pas, fournissent l'élite intellectuelle du pays, expliquera l'orientation politique et économique de ce pays: bureaucratisme.

b. Le monde rural:

Dans la campagne tunisienne, deux mondes se côtoient et s'ignorent et un troisième qui tend à disparaître.

- La grosse propriété: Privilège de l'État, de la bourgeoisie et des hauts fonctionnaires de la ville, elle est tournée vers la production et l'exportation (fruits, agrumes, olives, huiles....) fortement mécanisée, l'agriculture dans ce secteur a d'assez forts rendements, malgré la mauvaise gestion des terres de l'État (600.000 ha terres de colons et comptant parmi les meilleures).

- La petite propriété: De part les diverses contraintes de l'État (fiscalité, prix, crédits...) cette exploitation se réduit de + en + à une exploitation de subsistance. Elle reste, quand même,



même, fort importante puisqu'elle détient le quasi-monopole de la production vivrière et du marché intérieur. Elle s'oriente depuis la dernière décennie vers les villes où elle peut mieux écouler sa production. Mais de par son caractère archaïque et traditionnel de cette agriculture, elle n'arrive pas à couvrir tous les besoins intérieurs. Chose qui fait monter de façon fantastique les prix. Ex: Tomates 40 cts/kg en 1960 - 150 cts/kg en 1970.

#### - Nomades et Semi-nomades :

Cette partie de la population vivait en tribus dans ses terrains de parcours et s'occupait d'élevage ovin surtout. Le régime de Bouquiba a tout fait pour détruire cette structure sociale trop rétrograde d'après ses déclarations, mais en fait trop dangereuse politiquement et militairement. Actuellement, ces tribus se disloquent et leurs membres émigrent vers les campagnes d'agriculture sédentaires où ils forment les couches les plus mal payées des ouvriers agricoles et la masse de chômeurs qui vit dans les conditions les plus inhumaines. Bref, ils deviennent les couches les plus déshéritées de la Nation population. Le cheptel tunisien, autrefois détenu par eux, était prospère et suffisait amplement à la consommation locale et était même exporté en partie; pris entre les mains de l'Etat, il a pratiquement disparu et la Tunisie "indépendante" est devenue importatrice de viandes.

#### L'Economie tunisienne :

##### 1/ Héritage Colonial :

En 1955, la balance commerciale tunisienne est déficitaire; les exportations ne couvrent que 70% des importations. Cet état de choses est dû au caractère extractif de l'économie pendant la période coloniale; en effet :

On assiste à une dilapidation des ressources minières du pays. Entre 1945-52, la Tunisie est vidée de son phosphate (exporté en totalité vers la France), si bien que les réserves sont actuellement épuisées.

Dans le domaine agricole, la production traditionnelle des terres musulmanes est stagnante. Elle devient vite déficitaire de part la progression démographique (pro-cents qui est apparu vers 1900). On a enregistré en 1955 un taux de croissance démographique voisin de 2%.

Les investissements bruts dans le pays bien qu'étant arrivés au taux de 15% des ~~des~~ productions intérieures brutes, ~~ne~~ n'ont pas servi le développement du pays; puis que ils étaient dirigés vers des projets improductifs tels que l'administration qui englobait à elle seule 12% du P.I.B. en 1955, l'importation et des projets d'infrastructure spectaculaires. Mais aucune industrialisation du pays n'était envisagée (1955, absence d'industrie lourde et légère). A côté de tout cela, l'ambiance socio-politique était hostile à tout ce qui était entrepris par les colons. (hostilité et méfiance p/r mode de production).



## 2/ La Tunisie indépendante:

### a - Une phase transitoire (1955-1962):

On assiste pendant cette période à une forte crise de l'économie tunisienne due au départ de plusieurs colons (en 1960, les statistiques révèlent que la moitié étaient partis) et d'israélites. A côté de ce départ massif de personnes formant les cadres du pays, la fuite de capitaux prit des proportions catastrophiques (l'Etat assistait à ce phénomène impuissant à cause de la non possibilité de contrôle par lui d'une monnaie qui, jusqu'à Octobre 1958 était le franc). Mais non seulement, les capitaux réalisés dans le pays fuyaient, les investissements privés (par manque de confiance et par stratégie) s'effondraient. L'Etat, devant une telle situation, se vit obligé de procéder à une contraction de ses importations (ce qui permit à la balance commerciale de se relever - Export = 85% Import -), à la liquidation de ses avoirs extérieurs et à créer une monnaie locale - le Dinar - et d'instituer le contrôle des changes et un système bancaire national - 4 banques d'Etat ont été créées à cette époque - C'est donc, la situation économique du pays qui obligea l'Etat à abandonner sa politique libérale du début pour intervenir de plus en plus directement et de plus en plus massivement dans les affaires du pays -

En conclusion, pour cette période la croissance économique a été de 3,5% grâce à l'aide U.S. Les investissements ont repris atteignant le chiffre de 58 millions de dinars, mais la progression du secteur administratif se fit parallèlement, gonflant 54% du montant total investi, soit 20% du P.I.B. (la stabilisation vit un essor spectaculaire: presque totale à la base en 1960), l'importation reprit également si bien qu'en 1962, les exportations ne couvraient plus que 65% des importations. La reprise de la croissance économique est donc due à la progression des investissements d'infrastructure et non à un démarrage de base agricole et industriel. La situation à la fin de cette période est donc précaire et la dépendance extérieure forte.

Pour résoudre cette crise, l'Etat entama une politique d'urbanisation et de recensement dans l'administration (pour résoudre le problème du chômage urbain qui se développe de plus en plus par l'exode rural massif) - Pop. villes en 1955: 500.000 hab. passe à 1.000.000 hab. en 1964 - et du départ des français et des israélites, tandis que l'agriculture était délaissée (600.000 ha héritage de colons étaient improductifs.) ainsi que l'industrie sauf pour la pêche et les conserves. Donc, au terme de ce mouvement politique social dont le moteur est l'aspiration à l'indépendance, une élite nationale administrative est née et c'est en fonction des intérêts de cette nouvelle classe petite-bourgeoise que se fera la politique économique du pays. Cette nouvelle politique verra le jour à partir de 1962 par l'adoption du 1<sup>er</sup> plan triennal (62-64), suivi d'un second quadriennal (65-68).



## b. Les deux Plans de Développement (1962-68).

La politique libérale ayant échoué et devant la situation catastrophique du pays, le Parti unique tunisien Néo-Destour se vit obligé de changer d'idéologie jusqu'à devenir en 1964 (Congrès de Bizerte), Parti "Socialiste" Destourien.

Ce "socialisme" destourien a la particularité d'être financé par Mac Namara et les États Unis en premier lieu. D'ailleurs, il conçoit le développement du pays par l'adoption de Plans au sommet desquels se trouve la classe bureaucratique :

### 1/ Perspectives des deux Plans et leurs objectifs :

On peut dire qu'en gros, l'État misait beaucoup sur ces 2 plans pour sortir de l'impasse. Il voulait sur le plan des réformes de structure décoloniser l'économie et résoudre les déséquilibres sectoriels et régionaux, assurer, en outre, un revenu minimum de 50 dirams par tête d'habitant et par an. Pour cela, il comptait y arriver avec une aide extérieure ne dépassant pas 50% des investissements et un taux d'épargne nationale de 25% du produit intérieur brut.

Mais les conditions essentielles du succès sont un taux de croissance économique minimum de 5%, et un abaissement du taux de croissance démographique. Voyons maintenant ces perspectives par secteur :

#### - Domaine Agricole :

Les Plans ne prévoient aucune redistribution de la propriété, mais un regroupement au Nord de 1500.000 ha dans un cadre coopératif avec participation de l'État (600.000 ha de colons), et le regroupement au Centre de 2150.000 ha en coopératives d'exploitation (dans les zones irriguées) et en coopératives légères (en zone sèche). On voit donc qu'il y a main-mise de l'État sur ce secteur de l'économie et les abus que l'Administration et les Bureaux seraient tentés de pratiquer pour se remplir les poches et consolider leur pouvoir.

#### - Domaine Industriel :

L'objectif principal est la tuninification et la socialisation. On prévoit la prédominance des capitaux publics pour les secteurs de base. Même les sociétés mixtes avec des capitaux étrangers sont prévues. Pour les autres secteurs, on fait appel au capital privé tunisien dans la mesure du possible. Il est inutile de souligner le caractère bâtarde d'une telle politique et la contradiction majeure qu'il y a entre elle et l'objectif qu'elle vise.

#### - Domaine Commercial :

On se propose dans ce secteur d'établir le contrôle de l'État à tous les niveaux sauf au niveau du commerce de détail où ne prévoit aucune intervention étatique, à part l'établissement de magasins témoins.

Contrôle des importations  
Création de l'Office du Commerce extérieur (regroupement des professionnels et contrôle de l'État)  
Commerce intérieur de gros (regroupement des professionnels et contrôle de l'État)



- Programme d'infrastructure :

Hydraulique, électricité 900 M. kwh en 1971 => barrages.

Réseau ferré et Routier : extension et modernisation.

Aminagement des ports et création de flotte marchande et aérienne.

Éducation : Scolarisation primaire totale en 1970.

Santé : 1 lit par 250 hab.

Constructions de logements bon marché -

Les perspectives sont fort ambitieuses dans l'ensemble, mais quelles réalisations eurent lieu à la fin de cette période ?

2/ Bilan des 2 Plans =

Comme prévu, le bilan est simplement catastrophique si bien que le peuple tunisien se retrouve en 1969 plus pauvre qu'il ne l'était 15 ans plus tôt.

En effet, la production agricole a été stagnante et son taux de croissance nul depuis 1964 (date de la nationalisation des terres des colons).

Dans le domaine de l'industrie, un grand effort a été fait dans le <sup>secteur</sup> ~~domaine~~ du textile qui a englouti les 2/3 du budget alloué à l'industrie de son ensemble. Il est inutile d'évoquer le commerce, car la Tunisie étant essentiellement exportatrice de produits agricoles, on imagine qu'avec la stagnation de l'agriculture, la balance et loin d'être excédentaire (en 1969, la Tunisie n'arrive plus à couvrir que 49% de ses besoins).

En outre, on a enregistré un fiasco complet pour la croissance démographique et l'urbanisation. L'exode rural a été intensifié, le chômage également (la prostitution clandestine prit des proportions inquiétantes, la criminalité et le banditisme se propagèrent, bref le pays était au bord de la famine). Dans ce plan, l'épargne locale privée n'a représenté que 6% dans le financement d'entreprise à cause de la stagnation du revenu par tête ; ce qui a eu pour corollaire un financement extérieur massif et constant équivalent à 50% des besoins environ. En 1957, la dette représente approximativement 50% du PIB. Mais ce qui est plus grave encore, c'est qu'une grosse partie de cette dette est sous forme de crédit à court terme, donc exigible tous les 2 ou 3 ans, en plus des intérêts et de l'amortissement cela représente une véritable calamité pour le pays.

En un mot, comme dit Samir Amin : "C'est seulement grâce aux États Unis, s'il n'y a pas eu réduction du <sup>niveau</sup> ~~coût~~ de ~~la~~ vie jusqu'à cette période - Son aide a permis de survivre."

En effet, elle a permis à un tel gouvernement de survivre, car le peuple avait la faim et à chaque fois, qu'il a voulu se révolter (comme à Karouan ou une femme a giflé le gouverneur, révolte à Gafsa ---) il a trouvé devant lui une police ultra moderne dotée des dernières techniques américaines ; d'ailleurs la CIA a même établi une de ses filiales par l'intermédiaire à maintenir l'ordre.



## Le phénomène social de 1956 à 1971 :

À l'indépendance (1956), les colons (agriculteurs) et les étrangers du secteur administratif commencèrent à quitter la Tunisie. Ce mouvement prit une ampleur considérable si bien qu'en 1960, la moitié de la population active étrangère était partie. Le gouvernement tunisien voulant combler le vide laissé par ces départs se mit à recruter dans les administrations et les entreprises : environ 60.000 postes furent créés, les populations rurales pauvres virent là l'occasion rêvée pour sortir de leur misère. Le remplissage de leurs terres, ~~complem~~ pesait lourdement et c'est ainsi que s'amorça un exode rural gigantesque (les gens fuyaient la campagne et venaient s'installer surtout dans la capitale Tunis, centre administratif et siège des entreprises), d'où l'apparition et la multiplication des bidonvilles. Inutile de préciser, je pense, que le chômage urbain fut alors son appellation. Pour l'envoyer le gouvernement et cria "les chantiers de chômage" (pour désherbage de routes, creusage de fossés et de canaux d'irrigation), mais les gens qui se sont installés dans les villes n'avaient plus aucune envie de retourner à la campagne par peur du besoin de misère qu'on leur proposait dans ces chantiers ; ce qui fait que ces chantiers ~~pourraient~~ pourraient encore davantage sur la population rurale. Jusqu'à l'année 62, le gouvernement de Bourguiba imbu de son idéologie libérale de contenta de combler le vide laissé par le colon, il ne prit aucune décision économique sérieuse : la terre laissée par le colon était délaissée, car la petite propriété souffrait de l'exode rural et les moyens propriétaires, pour la plupart citadins, étaient absorbés par la course aux hauts postes administratifs et cultivaient leur propriétés (la terre est devenue secondaire pour eux) : l'important pour eux était d'avoir leur place au soleil. Par la force des choses, l'importation fut réduite, les offices étatiques furent créés (offices de Commerce extérieur, banques...). L'Etat donc, commença à sentir le danger de sa politique libérale, il décida alors d'intervenir dans la vie économique du pays. La tendance à l'étatisme bureaucratique commençait à se dessiner. Il se démasquait, petit à petit, de façon timide (il faut dire qu'il lui était impossible de le faire de façon brutale, car la nouvelle classe bureaucratique au pouvoir n'avait aucune crainte sur laquelle elle pouvait compter : les masses elle les méprisait et l'économie du pays était entre les mains d'étrangers et de quelques familles tunisiennes bien connues tirant leur puissance soit de la Religion Naïfer, Djait... soit de la terre (gros propriétaires fonciers)).

L'occasion pour assaillir ce pouvoir se présenta en 1964, quand l'Etat s'aperçut que la majorité des colons agriculteurs était partie. Il décida, alors en mai 1964, la nationalisation des terres des étrangers contre indemnisation



Les autres, agricoles de ces terres s'érigent en mécontents légitimes et les  
grands potentats du sol parlaient d'achat et d'octroi. Mais la nouvelle  
classe dirigeante n'entendait pas partager le gâteau (600.000 ha de  
meilleurs terroirs) avec quiconque. A partir de cette date, la masse paysan-  
ne tunisienne comprit qu'elle ne pouvait rien attendre de ces gens là. Elle se recon-  
tonna sur elle-même et traita les nouveaux dirigeants comme elle a traité les  
cédants. Ils ont perdu sa confiance. C'est irréversible : son désintéres-  
sement progressif de la vie politique du pays, le peu de cas qu'elle  
fait des conseils des techniciens agricoles et ruraux et ensuite son hostilité  
affichée à l'égard de la politique collectiviste dans l'agriculture le  
prouvent nettement. Certes, elle tenta à plusieurs reprises de manifester  
son mécontentement, mais l'inféodation des appareils syndicaux  
au parti au pouvoir, son manque d'encadrement par une organisation  
révolutionnaire et l'énorme dispositif policier qui s'était instauré  
fit avorter toutes ses tentatives.

L'Etat, ~~quant~~ quant à lui, continue à ignorer ces mouvements de masse  
il a confiance dans son appareil policier ou peut-être aussi, il ne parvient  
pas à les comprendre : convaincu de ses idées nationalistes étroites  
il n'arrivait pas à déceler la provenance du mal. Tout lui paraît  
qui sont contre lui sont contre la Nation et donc, <sup>contre</sup> le peuple ; mais  
il oublie que c'est justement le peuple qui s'élève <sup>contre</sup> lui,  
et qui conteste son pouvoir et ses méthodes. Aussi continue-t-il  
à mener la barque tout seul au mépris de tous les principes de dé-  
mocratie (dont il se réclame) etc et ainsi qu'il arrive à la conclusion  
que pour enrayer tous ces mouvements, il faut élever le niveau intellectuel de la  
masse : pour lui qui fait confiance aux élites intellectuelles, le mécontentement popu-  
laire est dû à l'ignorance et avec l'éducation tout le monde va s'ali-  
gner sur ses pontons comme sous le coup d'une baguette magique.  
Mais la seule question qu'il ne pose pas et qu'il ne pose peut être jamais  
c'est quelle éducation ? Ne posant pas ce problème, il trouve tout  
naturel de continuer dans la tradition coloniale, ce qui ne manque  
pas de créer des tensions sociales graves : dislocation de la famille et déchi-  
rement de la société (la jeunesse se déracinée, du moins une grande part, se trouve  
de plus en plus éloignée de ses origines, elle rejette les valeurs anciennes et tente  
de s'adapter à celle qu'on lui impose à l'école ; elle voit son avenir dans  
les bureaux et dans la ville (le monde rural s'appauvrit de ces forces  
vives) mais arrivée sur le marché du travail elle c'est la déstabi-  
lisation totale. Elle prend conscience de la réalité : il n'y a pas de débou-  
chés pour elle. Et c'est ainsi qu'on arrive à 1958 et à la première



grande manifestation estudiantine. Le processus se développa par la suite et ne cessa plus jamais. Il y eut quelques petites accalmies, mais à chaque fois, le mouvement étudiant explosait de façon plus violente. Il est de plus en plus radicalisé et de plus en plus décidé.

Cette radicalisation progressive l'amène à faire le lien entre sa situation et celle de couches populaires (chômeurs, émigrés et travailleurs non-payés dans leur propre pays). Il a compris, et ceci dès 1970, que son combat et celui des masses est unique. Le phénomène est devenu irréversible: les 2 mouvements vont l'un vers l'autre à mesure qu'ils se radicalisent et durcissent leur lutte (Rejet de l'appareil du Destan et de organisations parallèles, manque de confiance dans tout dirigeant du cadre, refus de l'oppression et de la démagogie). D'ailleurs, il me semble que la seule condition de succès du mouvement étudiant est sa jonction et son alliance sincère avec les masses et s'il dévie, il se sabote lui-même et provoquera sa propre perte car alors il aura sur lui et le mécontentement du peuple et les gens du pouvoir agacés par son tracasserie. Sa répression ne serait que plus facile. Pour le moment, il est sur la bonne voie et on peut dire que, dans les conditions actuelles, les jours du Destan sont comptés en Tunisie. Il est gagnant et sa mort ne saurait tarder si le processus de jonction s'accélère.